

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MOBILISATION DU 17 OCTOBRE 2022

Le Conseil départemental d'Ardèche, piloté par le républicain Mr Amrane, affirme la politique sécuritaire gouvernementale par la disparition des éducateurs de rue et par le conditionnement du RSA. Il divise par trois la dotation financière qui fait disparaître les outils d'accompagnement des populations. Les bénéficiaires du RSA seront contraints d'effectuer des heures de bénévolat pour percevoir leurs allocations. Le département de l'Ardèche est volontaire pour cette expérimentation.

Dans une logique quantitative et déshumanisée, les financeurs demandent de plus en plus de preuve de rentabilité.

Les gouvernements successifs imposent une approche répressive et disciplinaire pour l'accompagnement de la jeunesse et du travail social en général. Ils se concentrent sur la lutte contre la "délinquance" et la "radicalisation", mobilisent un imaginaire guerrier avec les "quartiers de reconquête républicaine", les "bataillons de la prévention". Parallèlement, la disparition de plusieurs équipes de prévention spécialisée dans de nombreux départements laisse le champ libre à une surveillance accrue des populations stigmatisées.

Les éducateurs et éducatrices créent du lien social avec les jeunes, pour les accompagner dans toutes les problématiques qu'ils et elles peuvent rencontrer en faisant le lien avec le droit commun (santé, scolarisation, justice...). Ainsi, elles sont les premiers témoins du manque de réponse adaptée de ces dispositifs. La « Prév' » a toujours œuvré dans la discrétion, par son principe d'anonymat pour éviter la stigmatisation des populations. Elle s'inscrit dans le temps, dans le côté à côté, dans l'aller vers.

Aujourd'hui et depuis des années, ses principes d'actions et son éthique sont attaqués de toutes parts.

Cette approche de surveillance et de répression se généralise à l'ensemble du travail social, et touche autant les conditions de travail que les droits des usagers.

La Fédération SUD Santé Sociaux de l'union syndicale Solidaires s'engage dans la défense de la « Prévention spécialisée », un acteur essentiel de la protection de l'enfance pourtant très méconnu du grand public et de la classe politique. Elle rassemble une multitude de travailleurs et travailleuses du social ayant pour mission d'aller au contact des jeunes dans l'espace public, en particulier dans les quartiers populaires et précarisés. Nous revendiquons une intervention sociale axée sur la qualité et non sur la quantité, sur la prévention plutôt que la répression !

Dans ce contexte, nous appelons à la mobilisation le lundi 17 octobre à 10 heures devant le Conseil Départemental de l'Ardèche, à Privas, date des 50 ans de l'arrêté ministériel de 1972 qui reconnaît l'utilité publique de la prévention spécialisée et de ses principes d'action. C'est aussi la date où le Conseil départemental discutera de l'expérimentation du RSA.

Une conférence de presse est prévue à midi et nous comptons sur votre présence pour soutenir la vision d'une société qui prend soin de tous et toutes !